

Zeitschrift:	Schweizer Hebamme : officielle Zeitschrift des Schweizerischen Hebammenverbandes = Sage-femme suisse : journal officiel de l'Association suisse des sages-femmes = Levatrice svizzera : giornale ufficiale dell'Associazione svizzera delle levatrici
Herausgeber:	Schweizerischer Hebammenverband
Band:	91 (1993)
Heft:	4
Rubrik:	Mitteilungen = Communications

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les tarifs en vigueur pour les sages-femmes indépendantes de Suisse

(Traduction de l'article de Monika Müller, paru dans le no 12/1992)

les tarifs pour les prestations des sages-femmes sont actuellement réglés par 23 contrats qui diffèrent parfois fortement.

la plupart de ces contrats ont été signés entre une section de l'ASSF et l'organisation cantonale des caisses-maladie. Font exception les cantons de Zurich et Soleure où, à défaut d'entente entre les parties concernées, un décret du Conseil d'Etat règle les tarifs. Dans les cantons de Glaris et du Jura, il n'existe pas de convention et les tarifs de cantons voisins sont appliqués.

En somme, la sage-femme établit sa facture en fonction du contrat en vigueur dans le canton de domicile de sa cliente. Cet état de choses a pour conséquences d'énormes différences de tarifs:

- différences dans le mode de facturation (forfaits, rubriques séparées)
- différences dans l'évaluation des diverses prestations
- différences dans le catalogue des prestations considérées.

A cela s'ajoutent les différences dans la façon de calculer, avec ou sans les points.

Dans le premier système, chaque prestation équivaut à un certain nombre de points. Ce nombre doit être multiplié par la valeur momentanée du point. Ce système existe principalement en Suisse alémanique où il est pratiqué par la plupart des dispensateurs de prestations (médecins, physiothérapeutes).

Lors d'augmentations du tarif ou d'adaptation au coût de la vie, il suffit de modifier la valeur du point. Comme il implique un certain effort de calcul, ce système comporte un danger: très vite, des prestations sont regroupées en «paquets à forfait» et des petites prestations se retrouvent «noyées dans la masse» ou passent «entre les gouttes».

Pour ce système, j'aimerais citer l'exemple des 2 Bâle où l'on n'a pas simplement recopié un contrat d'un canton voisin, mais élaboré avec les sages-femmes un contrat correspondant à leurs besoins.

Le second système, en vigueur en Suisse romande (y compris en Valais jus-

que tout récemment) et dans le canton de Berne, fonctionne sur la base d'un tarif horaire ou de montants prédefinis. Cela permet de voir au premier coup d'œil la «valeur» directe des prestations fournies.

Dans le fond, les vrais problèmes ne viennent pas de cette différence dans le mode de calcul, mais bien plutôt du catalogue des prestations considérées et de leur taxation. Par exemple, si un contrat ne prévoit pas les contrôles de grossesse par la sage-femme, celle-ci se trouve fortement gênée dans l'exercice global et autonome de sa profession, et contrainte de travailler gratuitement. Par conséquent, les femmes, et elles sont toujours plus nombreuses, qui désirent se faire suivre par une sage-femme se voient contraintes de se rendre chez un médecin, ce qui coûte plus cher.

Il en va de même pour d'autres prestations, qui, bien que faisant partie du domaine de compétence de la sage-femme, ne lui sont permises que sur ordre médical. Au bout du compte, ces prestations deviennent ainsi plus chères lorsqu'elles sont fournies par une sage-femme.

Ces difficultés proviennent surtout du fait que les compétences et le savoir professionnel des sages-femmes ne sont plus suffisamment connus. De plus, il n'y a actuellement dans notre pays que peu de sages-femmes qui peuvent ou veulent pratiquer leur profession de façon aussi globale.

En examinant la taxation des diverses prestations, on voit aussi clairement les conséquences du passage de profession médicale à profession paramédicale.

Autre facteur: le statut de la sage-femme a changé, elle est actuellement une professionnelle indépendante, elle ne reçoit plus de salaire fixe de sa commune et doit gagner sa vie à partir des tarifs accordés par les caisses-maladie.

Enfin, l'évolution de la médecine joue aussi un rôle: la valise de la sage-femme d'aujourd'hui contient des appareils coûteux tels que Doppler pour les BCF, appareil à oxygène, set de ventilation pour nouveau-nés, etc.

Compte tenu de toutes ces données, il est indispensable de réviser les tarifs si l'on veut pouvoir répondre à la demande des femmes: sages-femmes privées à l'hôpital, maisons d'accouchements, accouchements à domicile, accouchements ambulatoires, médecines douces pendant la grossesse, préparation à la naissance, etc.

Un groupe de sages-femmes indépendantes de toute la Suisse est en train de poursuivre le travail commencé par Erika Haiblé pour établir avec le Concordat des caisses-maladie de Suisse un contrat satisfaisant valable pour l'ensemble du pays. Le groupe de travail a élaboré un catalogue de toutes les prestations des sages-femmes, un document de base et un projet de tarif. Plusieurs séances de négociation ont déjà eu lieu entre les deux délégations. Un juriste qui a déjà participé à des négociations semblables pour les sages-femmes conseille et assiste la délégation de l'ASSF. Selon le calendrier des négociations, le nouveau contrat devrait entrer en vigueur au 1er janvier 1994, ce qui serait vraiment dans notre intérêt à toutes: en effet, ces négociations représentent pour l'ASSF un travail considérable et des coûts importants.

Dans les régions où les contrats sont vraiment dépassés, comme par exemple au Tessin, il faut espérer que des modifications soient introduites très bientôt.

Le tableau paru dans le no 12/1992 donne un aperçu de la situation. Il n'a pas été possible d'y introduire davantage de texte. Il est vivement recommandé de lire les contrats eux-mêmes, la loi sur l'assurance-maladie et accident, ainsi que le projet de révision de cette dernière. □

Richtlinienrevision bei den Hebammen

Elisabeth Stucki, Expertin SRK für HEB

Die Ausbildungsbestimmungen für Hebammen werden einer Revision unterzogen. Der folgende Zwischenbericht gibt einen Überblick über das an den Ausschuss Richtlinienrevision HEB (RL-REV HEB) ergangene Mandat und den Stand der Arbeiten.

Das Mandat

Der Ausschuss RL-REV HEB wurde vom Chef Bereich Berufsbildung beauftragt, die Vorarbeiten zu einer Revision der Ausbildungsbestimmungen HEB in Angriff zu nehmen. Unter diese Vorarbeiten waren insbesondere zu rechnen:

- Erstellen von Arbeitsgrundlagen unter Berücksichtigung der verschiedenen Entwicklungstendenzen im Gesundheitswesen und der bereits bestehenden Gesetze und Verordnungen (kantonal, EG, internationale Regelungen und Verordnungen).
- Erstellen eines aktuellen Berufsbildes (als Arbeitsgrundlage).
- Erarbeiten von Formulierungsvorschlägen, die das Gesamtangebot definieren und die Funktionen der Hebamme beschreiben.
- Erarbeiten eines Vorschages zur Ausbildungsstruktur (Grund-, Zusatzausbildung und fachliche Weiterbildung).

Bei der Erarbeitung der Grundlagen galt es, die verschiedenen, bereits bestehenden Erfahrungen auf allen Ebenen zu berücksichtigen. Eine Evaluation der HEB-Ausbildung durch Schulleiterinnen floss ebenso in die Arbeiten ein wie beispielsweise die Einzelziele für «Gesundheit 2000» der WHO, Forschungsarbeiten von Berufsangehörigen oder Richtlinien der EG vom 21.1.80 betreffend Diplome der Hebammen.

Ende 1992 soll ein erster Vorschlag zu handen des Chefs Bereich Berufsbildung vorliegen. Für 1993 ist geplant, einen Pädagogen als Experten in die Arbeiten miteinzubeziehen. Weitere interessierte und betroffene Kreise (Schulleiterinnen, Verband, Geburshelfer etc.) sollen im Sommer 1993 im Rahmen einer Konferenz angesprochen werden.

Der Ausschuss RL-REV HEB setzt sich zusammen aus:

- Antoinette Masur, HEB-Lehrerin und selbständige Hebamme
- Anne-Marie Mettraux Berthelin, Hebamme, Schweiz. Hebammen-Verband

- Martina Apel, Hebamme, Schulleiterin Grundausbildung
- Teresa Spoerri, Oberhebamme, gew. Schulleiterin
- Elisabeth Stucki, Expertin SRK für HEB

Quelle: Journal, Schweiz. Rotes Kreuz, Bern, 4/92 Dezember □

Aufruf!

Macht Euch Gedanken zu unserer Berufsausbildung

Obwohl die Schweiz noch nicht zur EG gehört, seid Ihr alle aufgefordert uns Eure Meinung über die Revision der Berufsausbildung mitzuteilen, z.B. erforderliche Zulassung, Ausbildungszeit, Weiter- und Zusatzausbildung, Spezialisierung, Anforderungen an die Lehrerinnen, u.s.w. Auf Europäischer Ebene werden neue Direktiven zur Berufsausbildung der Hebammen ausgearbeitet. In der Schweiz arbeiten Hebammen in einer Arbeitsgruppe an den Vorbereitungen für die neuen europäischen Direktiven. Ich habe Ihnen zur erleichterten Meinungsbildung einen Fragebogen ausgewählt, der die Grundlage

einer Studie zur Ausbildung und Ausübung des Hebammenberufes in den EG Staaten war. (Offizielles Journal der EG: Rapporte verschiedener Länder zur Ausübung des Hebammenberufs. Siehe Seite 26)

Am 19. und 20. Juni 92 traf sich in Paris das Verbindungskomitee der europäischen Hebammen und beschloss, die Aktivitäten der einzelnen Staaten durch die Vertretung einer Hebamme pro Land zu gewährleisten. Das Verbindungskomitee vertritt die Berufsinteressen der Hebammen aller Staaten und ist durch je eine Abgesandte und eine Stellvertreterin pro Land vertreten. Das Komitee kann Fachpersonen für bestimmte Probleme, sowie Berater und Beobachter einladen. Ruth Brauen, unsere jetzige Präsidentin vertritt den SHV als Beobachterin.

An dieser Tagung wurden auch die Arbeitsrapporte der Hebammen aus folgenden Ländern, einzeln bearbeitet: England, Holland, Deutschland, Belgien, Frankreich und Italien.

Eure Anregungen, Vorschläge und Meinungen erwarten wir bis Ende April, an die Adressen der beiden Weiterbildungskommissions-Mitglieder des SHV:

Anne-Lise Wittenwiler
Champ du Riaux A 1
1618 Châtel – St. Denise
Telefon 021 948 79 45

Ursula Zürcher
Münstergasse 10, 3000 Bern 8
Telefon 031 22 40 29

Denise Vallat □

Hearing über Fragen der Fachhochschule im Gesundheitswesen

In den letzten Jahren ist viel über Ausbildungsveränderungen gesprochen und geschrieben worden.

Am 16. Februar 1993 fand in Bern ein Hearing über Fachhochschulen im Gesundheitswesen statt, organisiert vom SRK, Abteilung Berufsbildung. Es waren VertreterInnen von allen Berufszweigen anwesend, die vom SRK überwacht werden, und Vertreter der Ergotherapie. Außerdem Vertreter von der VESKA, dem Bundesamt für Gesundheitswesen und der Erziehungsdirektorenkonferenz.

Am Hearing sollte Gedanken und Meinungen zu folgenden Fragenkomplexen behandelt werden:

1. Welches sind die möglichen Einsatzfelder von Absolventinnen und Absolventen von Fachhochschulen?

- Gibt es überhaupt einen ausgewiesenen Bedarf an höherqualifizierten Fachleuten im Gesundheitswesen?
- Welche Aufgaben würden diese höherqualifizierten Fachleute übernehmen, welche Kompetenzen hätten sie?

Veranstaltungskalender

- 5. Mai Standaktion in Aarau
- 5. Mai Standaktion in Baden
- 5. Mai Hebammenfest in Zürich
- 6. Mai Hebammen-Kongress: WB in Interlaken
- 7. Mai Hebammen-Kongress: DV in Interlaken
- 13. Mai Treffen der freipraktizierenden Hebammen in Aarau

● Ballone ● Ballone ● Ballone ●

Für den internationalen Hebammentag am 5. Mai können Sie Ballone mit der Aufschrift

«Hebammen – Frauen für Frauen»

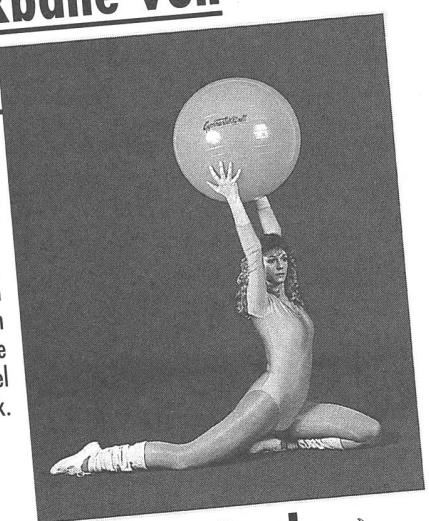
bestellen bei:

Marianne Indergand
Türlacherstrasse 16
6060 Sarnen
Telefon 041 66 87 42

Gymnastikbälle von Blatter...

Bälle rollen, hüpfen und fliegen.

Bälle eignen sich zum Daraufsitzen, Daraufliegen, zum Turnen, zum Balancieren und für viele weitere Anwendungen in Spiel und Gymnastik.



...eine runde Sache

DR. BLATTER
REHABILITATIONS-TECHNIK

DR. BLATTER AG • CHRIESBAUMSTRASSE 2 • 8604 VOLKETSWIL • TEL. (01) 945 18 80

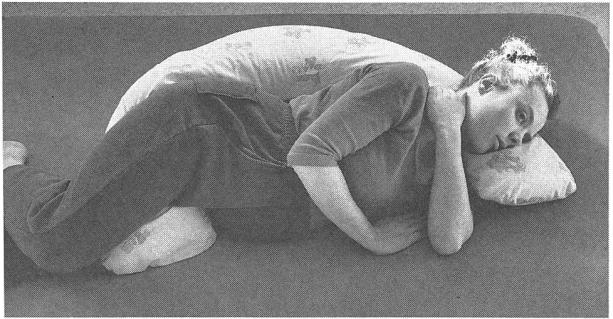
Gymnastik-Bälle gibt es in vielen verschiedenen Größen und Farben.
Verlangen Sie unsere ausführlichen Unterlagen.

CorpoMed-Kissen:

ständige Begleiter während und nach der Schwangerschaft



vor der Geburt
dient das CorpoMed-Kissen der werdenden Mutter als hervorragende Entspannungshilfe



während der Geburt
ist mit wenigen Handgriffen eine optimale Lagerung möglich



nach der Geburt
sehr gut verwendbar als Still-Kissen,
auch nach operativen Eingriffen

Die CorpoMed-Kissen sind gefüllt mit kleinsten luftgefüllten Kugelchen; sie sind darum extrem modellierbar und passen sich jeder Körperform an.
Sehr hygienisch durch einfache Pflege: die Bezüge sind waschbar bis 60°C, z.T. kochbar, die Insets und Kisseninhalte bis 60°C.

Senden Sie bitte:

Stempel, Name

CorpoMed

- Prospekte
- Preise

BERRO AG, Postfach, 4414 Füllinsdorf
Telefon 061 901 88 44, Telefax 061 901 88 22

2. Wie ist der Bildungsauftrag der Fachhochschulen zu definieren?

- Sollen an einer Fachhochschule Grundausbildungen angeboten werden?
- Wie wäre die Zulassung zur Fachhochschule zu regeln?

3. Wie soll das gesamte «Ausbildungsgebäude» für die Gesundheitsberufe schlussendlich aussehen?

- Wie ist die Fachhochschule zu situieren im Falle der Weiterbildungen/Fortbildungen und eines eventuellen Pflegestudiums?
- Was passiert mit den bereits bestehenden Fort- und Weiterbildungen?

Als Ideenstützen oder Ideenanstöße wurden Arbeiten zu diesem Thema aus den BIGA-Berufen vorgestellt. Folgende Meinungen/Ideen/Fragen ergeben sich dabei:

- Der Bedarf von höherqualifizierten Fachleuten im Gesundheitswesen ist unbestritten.
- Zu Aufgaben und Kompetenzen können noch keine konkreten Aussagen gemacht werden.

- Ob Fachhochschulen auch Grundausbildungen anbieten sollen, gab unterschiedliche Voten, denn die angesprochenen Berufe haben verschiedene Eintrittsvoraussetzungen. Ausbildungen mit Matura als Eintrittsbedingung könnten eine Grundausbildung auf Fachhochschulebene anbieten.

- Zulassungsbedingungen wurden ebenfalls unterschiedlich argumentiert. Die Wortmeldungen gingen von Berufsmatura bis Anerkennung der Berufsausbildung als Zulassungsvoraussetzung.

- Es wurden Bedenken geäussert, dass die jetzige Ausbildung an Qualität verlieren könnte.

- Die Fachhochschule wird als eigenständiger Bildungsgang gesehen, aber es wird auch gewünscht, dass ein Zugang zur Universität möglich ist nach einem Fachhochschulabschluss. Hier steht auch der Wunsch nach eigenständiger Berufsforschung zur Diskussion.

- Es bestehen Ängste, dass der Übertritt zu Universitäten den Andrang auf das Medizinstudium verstärkt.

Gerade Vertretern, die nicht aus den

angesprochenen Gesundheitsberufen kommen, scheint dies der erstrebenswerte Weg zu sein.

- Es gibt keine genaue Vorstellung, wie und wo Universitätsstudiengänge angeboten werden können. Überlegungen zu einem Modul-System wurden eingebracht.

- Fachhochschulen im Gesundheitswesen sollten ein breitgefächertes Angebot haben, um allen angesprochenen Berufen Weiter- und Fortbildungsmöglichkeiten zu bieten. Auch hier wurde vom Modul-System gesprochen.

- Die jetzigen bestehenden Fort- und Weiterbildungsmöglichkeiten können weiterhin bestehen. Zur Fachhochschule werden können sie nicht, weil für eine Fachhochschule auch ein besonderer akademischer Lehrkader gehört.

Ideen gab es noch mehr. Ich gebe hier meinen Eindruck wieder. Für mich ist es wichtig, sich intensiv mit diesem Thema zu befassen, um die Ansprüche unserer Berufsgruppe herauszufinden und mit einzubringen.

Martina Apel (1.3.93) □

Haben Sie Ihren Traumberuf gefunden?

Wir möchten, dass er es vielleicht wieder wird.

AKUPUNKT-MASSAGE

nach Penzel

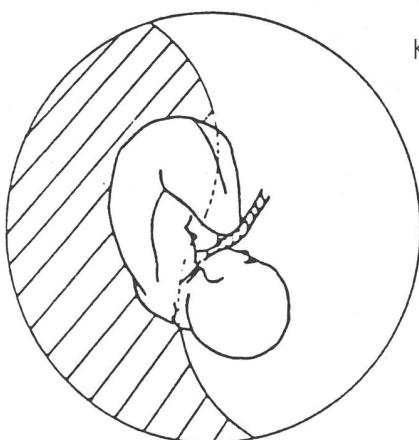
unterstützt mit natürlichen Mitteln die natürlichste Sache der Welt.

Der Schweizer Hebammenverband empfiehlt die Ausbildung in
Akupunkt-Massage nach Penzel.

Kostenlose Informationen erhalten Sie beim:

中華按摩

Qualität seit über 30 Jahren



Internationalen Therapeutenverband
Sektion Schweiz
Fritz Eichenberger
An der Burg 4
CH-8750 Glarus
Telefon 058 61 21 44

Lehrinstitut für
AKUPUNKT-MASSAGE nach Penzel
Lärchenblick 2
D-3452 Heyen
Telefon 0049 5533 1072
Telefax 0049 5533 1598

Die Arbeitssituation der Hebammen in der Schweiz

Frigg-Bützberger A., Güntert B., Patzen M., Drack G., Schwaller B.

Die Studie, an deren Umfrage sich gesamtschweizerisch 61 geburtshilfliche Abteilungen, 615 angestellte Hebammen und 134 freipraktizierende Hebammen beteiligten, liegt zum Druck vor.

Im vorliegenden kurzen Bericht können lediglich einige Kernergebnisse präsentiert werden.

Die Studie erscheint dieses Jahr in der Schriftenreihe SGGP (Schweizerische Gesellschaft für Gesundheitspolitik).

1. Ausgangslage und Studienanlage

Anlass zur vorliegenden Studie war die Vermutung, dass sich in der Schweiz allmählich ein Hebammenmangel abzuzeichnen beginnt.

Schwierigkeiten bei der Besetzung von Stellen in den geburtshilflichen Abteilungen der Spitäler und die Tatsache, dass auch Hebammen-Stellen in den Gemeinden nicht mehr oder nur noch schwer besetzt werden können, deuten auf eine mögliche Mangelsituation hin. Die Situation wird einerseits durch die wieder steigenden Geburtenzahlen und anderseits durch die unterschiedlichen Schülerinnenzahlen bzw. schwankenden Ausbildungsplätze an den Hebammenschulen verschärft. Die vorliegende Untersuchung zur Arbeitssituation der Hebammen in der Schweiz zeigt jedoch nicht nur die Entwicklung des Stellenmarktes auf, sondern vermittelt vielfältige Erkenntnisse über die gegenwärtige Arbeitssituation der Spitalhebammen und der freipraktizierenden Hebammen in der Schweiz.

Objektiv lässt sich der Bedarf an Hebammen kaum feststellen, wird er doch von verschiedenen Faktoren beeinflusst, wie u.a. von den folgenden:

- Wertwandel in der Gesellschaft bezüglich Krankheit/Gesundheit,
- Anspruchshaltung der schwangeren und gebärenden Frau bezüglich Betreuung, Beratung,
- Zahl der «Problemgeburen» mit Komplikationen,
- durchschnittliche Dauer der Geburten / Art der Geburtsbegleitung,
- demographische Entwicklung (Geburtenzahl),
- praktischer Verantwortungs- und Tätigkeitsbereich der Hebammen,

- quantitatives und qualitatives Angebot an Hebammen.

Diese Faktoren sind in ihrer Auswirkung auf den Hebammenbedarf schwer abschätzbar und bleiben im Zeitablauf nicht stabil. Aufgrund dieser komplexen Situation musste ein mehrschichtiges Vorgehen mit verschiedenen Informationszugängen gewählt werden.

Informationen wurden gewonnen durch:

- Analyse der Entwicklung der Stellenanzeigen in der schweizerischen Fachzeitschrift,
- Analyse der Schülerinnen und Absolventinnen sowie der Bewerbungen an Hebammenschulen,
- Fragebogenauswertungen von 61 geburtshilflichen Abteilungen und 615 Spitalhebammen (Rücklaufquoten),

- Auswertung von Datenmaterial von den bzw. über die Hebammenschulen.

Die erhobenen Daten betreffen mehrheitlich den Zeitraum 1986–1990.

2. Die Situation der Hebammen im Spital

Die Stellenbesetzungsquote betrug im Jahre 1990 rund 95% der Planstellen. Obwohl die Zahl der besetzten Stellen stärker zugenommen hat als die Zahl der Geburten, wird von vielen Hebammen eine Verstärkung der Arbeitsbelastung konstatiert. Die Ursachen für diesen Widerspruch sind nicht eindeutig feststellbar.

Berechnet man die durchschnittliche Zahl der Geburten pro Hebamme in verschiedenen Klinikgrößen, so zeigt sich eine Steigerung der Effizienz mit zunehmender Klinikgröße (siehe Tabelle 1).

Die Altersverteilung zeigt, dass im Vergleich zum Pflegepersonal (ASIP-Studie, Güntert, Orendi, Weyermann) die Hebammen deutlich älter sind. Der Anteil der ledigen Hebammen ist mit 53% recht gross. Die durchschnittliche Berufsverweildauer aller befragten Hebammen beträgt rund 12 Jahre. 30% (1990) der Hebammen sind Ausländerinnen. Teilzeitbeschäftigung ist bei den Hebammen stark verbreitet. Etwa die Hälfte der angestellten Spitalhebammen arbeitet weniger als 100%.

Grösse der Klinik gemessen an der Geburtenzahl pro Jahr	Anzahl erfasste Kliniken dieser Grösse	Geburten pro Hebamme und Jahr
unter 400 Geburten	30	54
400 bis 600 Geburten	8	87
600 bis 800 Geburten	8	83
800 bis 1000 Geburten	4	95
über 1000 Geburten	8	105

Tabelle 1: Geburten pro Hebamme, abgestuft nach Grösse der Klinik.
(Es wurden nur jene Kliniken berücksichtigt, die für 1990 sowohl bei der Geburtenzahl wie bei der Anzahl effektiv besetzter Stellen vollständige Angaben machen konnten.)

Die Rekrutierung von Hebammen wird von den leitenden Hebammen sowohl gegenwärtig (1991) als auch für die Zukunft eher pessimistisch beurteilt. Dabei werden die Rekrutierungsmöglichkeiten im Ausland besser eingeschätzt als im Inland. Die aktuelle rezessive Phase hat allerdings die Rekrutierungsprobleme gegenwärtig etwas entschärft. Die Wiedereinstiegsmöglichkeiten für Hebammen, nach einer Zeit berufsfremder Tätigkeit, werden als recht günstig beurteilt.

Die leitenden Hebammen wurden weiter zur Qualifikation, Motivation und Zufriedenheit mit dem Kompetenzbereich ihrer Mitarbeiterinnen befragt. Durch Mehrfachwahl aus einer Liste von 19 bzw. 17 Indikatoren bezeichneten die Spitalhebammen die **wichtigsten und belastendsten** Aspekte ihrer Arbeitssituation. Wichtigste Aspekte sind:

- Verantwortung bei der Arbeit,
- selbständig arbeiten,
- Kontakt und Zusammenarbeit mit KollegInnen.

Am belastendsten werden folgende Aspekte empfunden:

- Unregelmässige Arbeitszeit,
- unregelmässiger Arbeitsanfall,
- körperlich schwere Arbeit.

Bei den Antworten auf weitere belastende Faktoren in der offenen Frage, dominieren Äusserungen zum Spannungsfeld zwischen Hebammen und Ärzten. Auf diesem Hintergrund ist der häufig geäußerte Wunsch nach mehr und besserer partnerschaftlicher Zusammenarbeit mit Frauenärzten zu verstehen.

Aus den Äusserungen in den offenen Fragen ergaben sich zudem Hinweise auf das Berufs- und Selbstverständnis der Hebammen: Unabhängigkeit und Autonomie am Arbeitsplatz, Selbstmotivation und Selbstkontrolle werden grossgeschrieben.

Die Studie erobt weiter detaillierte Daten zur Zufriedenheit mit folgenden Aspekten der Arbeitssituation:

- Kompetenzen,
- Tätigkeiten und Aufgaben,

- Dienstplan und Arbeitszeiten,
- Zeitdruck,
- Entlöhnung,
- Arbeitsklima,
- allgemeine Arbeitszufriedenheit,
- persönliche und berufliche Zukunfts-perspektiven.

3. Die Situation der freipraktizierenden Hebammen

Die freipraktizierenden Hebammen sind älter als die Spitalhebammen. Vor der selbständigen Tätigkeit haben sie im Durchschnitt 7 Jahre Berufserfahrung in einer Klinik. Bei ihren vielfältigen Dienstleistungsangeboten liegt das Schwergewicht auf der Wochenbettpflege. 90% aller Hebammen betreuen Mütter nach der Geburt. 40% führen Hausgeburten durch. Der grösste Teil der Freipraktizierenden arbeitet teilzeitlich. Der Arbeitsanfall unterliegt grossen Schwankungen. Auffällig ist die grosse Streuung des durchschnittlichen Zeitaufwandes für Wochenbettbetreuungen mit und ohne Geburten. Er liegt zwischen weniger als 10 Stunden bis mehr als 60 Stunden pro Monat.

FLAWA MIMI

FLAWA MIMI Stillkompressen – optimaler Schutz für die Brust während der Stillphase.

- einzigartig weich und sicher
- hohe Saugfähigkeit
- nicht rücknässendes, hautfreundliches Innenvlies

Erhältlich in Apotheken und Drogerien.

Bitte senden Sie mir **FLAWA MIMI Gratis-Muster**.

Name _____

Adresse _____

FLAWA AG, MIMI Muster, CH-9230 Flawil, Tel. 071/84 91 11

Entsprechend ihrer Wahl für eine weitgehend selbstbestimmte Arbeitssituation sind bei ihnen «selbstständig arbeiten» und «Verantwortung» wichtige Aspekte ihrer Arbeit (Platz 2 und 3 in der Bedeutungsskala). An erster Stelle steht für sie eine soziale Motivation, die «Beziehung zu Frauen und ihren Familien».

Belastend empfinden sie v.a. den «unregelmässigen Arbeitsanfall» und die «unregelmässige Arbeitszeit». Auch bei der offenen Frage am meisten genannte belastende Arbeitsfaktoren hängen damit zusammen: lange Verkehrswege, zu viele administrative Arbeiten, viel Pikettdienst und Nacheinsätze sowie die dauernde Bereitschaft bzw. Verfügbarkeit.

Die Zufriedenheit mit Teillbereichen der Arbeit liegt bei den freipraktizierenden Hebammen höher als bei den Spitalhebammen. Eine Ausnahme bildet dabei die Entlohnung, mit der nur knapp ein Drittel der Freipraktizierenden einverstanden ist und die in der offenen Frage einen zentralen Problempunkt bildet.

Entwicklung der Ausbildungssituation
Eines der Probleme bei der Ausbildung von Hebammen in der Schweiz ist die beschränkte Kapazität von Ausbildungs- und Praktikumsplätzen. Die Nachfrage nach solchen Plätzen ist um ein Mehrfaches grösser als das Angebot. Dieses Angebot wurde in den letzten Jahren durch den Ausfall von Kursen, d.h. von

Ausbildungsplätzen an Hebammen-schulen noch zusätzlich verknappt.

Gibt es einen Mangel an Hebammen?

Wir mussten uns auf eine rein quantitative Analyse von Bedarf und Angebot an Hebammen in der aktuellen Struktur der Geburtshilfe in der Schweiz sowie auf eine ebenfalls rein quantitative Analyse der Nachwuchssituation beschränken. In unserer Stichprobe liegt die «Produktivität» der Hebammen im Gesamtdurchschnitt bei 61,2 Geburten pro Jahr. In grösseren Kliniken steigt dieses Verhältnis bis knapp über 100. In Kliniken mit Geburtszahlen zwischen 600 und 800 Geburten werden in der Schweiz von einer Hebamme pro Jahr 83 Geburten betreut (vgl. Tab.).

Die Analyse der Stellenpläne und der besetzten Stellen in der vorliegenden Studie hat gezeigt, dass 1990 im Gebärsaalbereich rund 5% der Stellen nicht besetzt waren. Auf die ganze Schweiz hochgerechnet ergibt dies rund 70 unbesetzte Stellen (100% = 1370 Planstellen). Dies entspricht etwa zwei Dritteln eines durchschnittlichen Jahrganges aller Hebammen, die an den Schweizerischen Hebammenschulen diplomierte werden.

Eine Schätzung des zukünftigen Hebammenbedarfs wurde für 1992 bis 2010 für 4 verschiedene Szenarien der demographischen Entwicklung vor- genommen.

Die Schätzung arbeitet mit begründeten Modellannahmen betreffend:

- Hebammenbedarf,
- Dauer der Berufsausübung,
- durchschnittlichen Beschäftigungsgrad,
- Anzahl Schulabgängerinnen, die in den Beruf einsteigen.
- Anzahl klinikferner Geburten,
- Anzahl ausländischer Hebammen.

3 Szenarien gehen von einer (unterschiedlichen) Erhöhung der Geburtenziffer aus, ein Szenario rechnet mit einem Einwanderungsstop und Bevölkerungsrückgang.

Bei den drei ersten demographischen Annahmen ergeben sich zwischen 1992 und 2010 zunehmende Rekrutierungslücken zwischen 200 und 800 Hebammen (ohne Berücksichtigung der Ausländerinnen).

Die Studie schliesst mit Überlegungen zur Sicherstellung des Bedarfs an Hebammen. Grundsätzlich bestehen verschiedene Möglichkeiten zur Deckung des gegenwärtigen Nachwuchsdefizites. Wir erachten es als wichtig, dass auf den geburtshilflichen Abteilungen und vor allem in Hebammenkreisen über die zukünftige Personalsituation intensiv diskutiert wird.

Anschrift einer Mitautorin:
Anita Frigg-Bützberger
Hebammenschule am KSSG
Haus 33
9007 St. Gallen

Révision des directives pour la formation des sages-femmes

Appel: Demande de réflexion sur notre formation

Chacune d'entre nous, bien que la Suisse ne fasse «pas encore» partie de la communauté européenne, est appelée à donner son avis sur la révision de notre formation (minimum requis à l'admission, temps d'études, contenu des cours, formation complémentaire, spécialisation, exigences requises pour les enseignants, ...). De nouvelles directives européennes sont en cours d'élaboration et parallèlement, en Suisse, une sous-commission formée de sages-femmes est chargée des travaux préparatoires de la Révision des Directives pour la formation des Sages-Femmes (RD SF).

D.V.

Détails de ce mandat – par Elisabeth Stucki, experte CRS (texte tiré du Journal de la CRS).

La sous-commission RD SF a été chargée par le délégué à la formation profession-

nelle de préparer la révision sus-mentionnée. Par travaux préparatoires, il faut notamment entendre les tâches suivantes:
– élaboration de documents de travail, en tenant compte des tendan-

ces dans la santé publique comme des lois et ordonnances actuellement en vigueur sur les plans cantonal, européen et international

- élaboration d'un profil de la profession (esquisse à retravailler)*
- proposition de formulation pour l'offre globale et les fonctions de la sage-femme*
- proposition quant à la manière de structurer la formation (formation de base, formation complémentaire et spécialisation).*

Dans le cadre de cette élaboration, les expériences qui ont été faites à tous les niveaux doivent être prises en considération. Les travaux on tenu compte de l'évaluation de la formation de sage-femme effectuée par des directrices

d'école ainsi que des objectifs formulés par l'OMS pour la santé en l'an 2000, des travaux de recherche conduits par des professionnelles et des directives de la CE du 21.1.1980 concernant les diplômes de sage-femme.

Un premier projet doit être soumis au délégué à la formation professionnelle d'ici la fin de cette année. Il est prévu d'associer un pédagogue aux travaux en 1993. Enfin, une conférence qui devrait se tenir en été permettra de toucher d'autres milieux intéressés (directrices d'école, association professionnelle, etc.).

La sous-commission RD SF est actuellement composée de:

- Antoinette Masur, enseignante et sage-femme indépendante
- Anne-Marie Mettraux-Berthelin, sage-femme, membre de l'Association suisse des sages-femmes
- Martina Apel, sage-femme, directrice d'une école offrant un programme pour la formation de base
- Teresa Spoerri, sage-femme-chef, anc. directrice d'école
- Elisabeth Stucki, experte CRS pour les SF.

Vos opinions, suggestions, remarques sur ce projet de révision sont attendues avec impatience, précisément **d'ici la fin de ce mois d'avril**, et sont à adresser à l'une ou l'autre des 2 responsables de la formation permanente au niveau du CC:

- Anne-Lise Wittenwiler
Champ-du-Riaux A 1
1618 Châtel-St-Denis
Téléphone: 021 948 79 45
- Ursula Zürcher
Münstergasse 10, 3000 Bern 8
Téléphone: 031 22 40 29

Pour vous donner quelques pistes de réflexion, j'ai choisi de publier un questionnaire qui a servi de base pour une étude sur la réglementation dans les Etats membres en ce qui concerne la formation des sages-femmes ainsi que l'accès à la profession et son exercice. (Réf.: Journal officiel des Communautés européennes no L 167 du 30 juin 1975).

D.V. □

Questionnaire

I. Formation

a) Formation de base

1. Quelles sont les conditions d'accès aux études?
2. Existe-t-il un numerus clausus?
 - sa place dans le cursus des études?
 - sur quels critères est-il établi?
 - quelles sont les modalités d'application, les critères de sélection, le nombre de candidats et d'admis? Quelle autorité en exerce le contrôle?
3. Comment se présente le cursus des études?
4. Quelles sont les méthodes de vérification des connaissances théoriques et pratiques en cours d'études?
5. Quelle est la sanction des études?
6. Comment et où est dispensée la formation théorique? (nombre et types d'établissements)
7. Comment et où est dispensée la formation pratique? Quels sont les critères d'agrément des établissements de formation pratique?
8. Quel est le statut des enseignants? (Sont-ils agents des services publics ou non, à temps plein ou non?)
9. Comment se compose l'encadrement dans le contexte de la formation clinique?

(Cursus de la formation théorique et pratique, sanction – indication de la durée moyenne de la formation)

3. Quelle autorité fixe les critères qualitatifs auxquels doivent répondre des postes formateurs et qui assure le contrôle de leur respect?
4. Comment et où est dispensée la formation théorique? (nombre et type d'établissements)
5. Comment et où est dispensée la formation pratique? Quels sont les critères d'agrément des établissements de stages?
6. Quel est le statut des enseignants? (Sont-ils agents des services publics ou non, à temps plein ou non?)
7. Comment ce compose l'encadrement dans le contexte de la formation théorique et pratique?

c) Education continue

Quelles mesures existent en matière de formation continue (organisation, structures, lieu, financement)?

Est-elle sanctionnée par un diplôme? un avantage quelconque? (financier, fiscal, honorifique, ...)

II. Exercice de la profession?

b) Formations complémentaires spécialisées

1. Existe-t-il des formations complémentaires spécialisées?
Si oui, comment sont-elles organisées et sanctionnées actuellement? Quelles sont les prévisions? Sur quoi débouchent-elles en matière d'exercice (réglementation – rapports avec les organismes de protection sociale)?
2. Quelles sont les structures de chacune d'elles?

1. Comment est organisée la profession? (Ordre, syndicat, ...?)
2. Comment est réglementé l'accès à la profession et son exercice?
3. Quelles sont les règles disciplinaires? Qui les fait appliquer – Echelle des sanctions.
4. Quel est le statut des praticiens en cause dans les hôpitaux publics, c'est-à-dire sont-ils salariés ou non, ont-ils un statut d'agent public ou ont-ils été engagés sur la base d'un contrat privé? □

Nouvelles prestations d'assurances, nouvelle pénalisation de la maternité

Notre système d'assurance-maladie est en voie de faillite. Et ce ne sont certainement ni les arrêtés fédéraux urgents (AFU), ni les augmentations massives et annuelles des primes qui vont le redresser. **Son seul espoir:** la révision totale (souvent surnommée la loi Cotti) entamée il y a peu par les Chambres fédérales, pour autant que les parlementaires ne la dénaturent pas trop. A la surprise générale, le Conseil des Etats lui a d'ores et déjà donné son feu vert, sans modification essentielle. Il est vrai que le Conseil fédéral se sert habilement d'une intéressante épée de Damoclès: l'initiative socialiste réclamant, entre autres, des primes basées sur le salaire, un peu comme les cotisations de l'AVS ou de l'assurance chômage.

Certes, le gouvernement n'a pas approuvé cette initiative, mais il ne l'a pas rejetée non plus, laissant comprendre à demi-mot que si, après son passage devant les Chambres, il ne reconnaissait plus son projet de loi, elle pourrait devenir une incontournable alternative... Le Conseil national se prononcera cette année encore, et la loi pourrait entrer en vigueur en 1995.

En attendant, la Suisse vit sous le régime d'un AFU, valable jusqu'à fin 1994. Deux innovations importantes pour l'assuré: le plafonnement des primes pour l'assurance de base minimale (par canton, voire par région) et un système de péréquation entre les caisses maladie, afin d'éviter les inégalités entre celles qui comptent surtout des «bons» risques (des hommes encore jeunes) et celles qui accueillent aussi les «mauvais» risques (les femmes et le troisième âge). Ces innovations, additionnées aux nouveaux coûts de la santé, ont permis, une fois encore, aux primes de prendre l'ascenseur.

Les cantons de Vaud et de Genève ont, de plus, introduit une nouvelle loi cantonale sur l'assurance-maladie depuis le premier janvier 1993, qui a provoqué – surtout parmi les jeunes assurés (donc les jeunes familles...) – des augmentations vertigineuses (environ 30% en moyenne, mais de 50 à 200% selon les cas!).

Trois grands principes:

- une prime unique pour l'assurance de base dès 21 ans pour Vaud, 26 ans pour Genève;
- un système de péréquation entre les caisses (déjà imposé, il est vrai, par l'AFU dont nous venons de parler);
- et surtout un libre passage intégral, quel que soit l'âge, le sexe et l'état de santé. Autrement dit, aucune réserve n'est admise.

Ajoutons que l'assurance maladie y est désormais obligatoire (mais on estime que moins d'1% des Suisses ne sont pas assurés) et que «égalité des sexes oblige» il ne doit plus y avoir de différences entre les primes des hommes et celles des femmes. Mais attention: tout cela n'est valable que pour l'assurance de base minimale. Autant dire qu'avant de songer à changer de caisse, il vaut la peine de réfléchir, entre autres sur ses assurances complémentaires qui couvrent, par exemple, le droit d'être hospitalisé – même en division commune – dans toute la Suisse, les transports en ambulance, l'homéopathie, etc.: la loi n'a en effet aucune influence sur ces prestations et que chaque caisse est en droit de tarifer à sa guise et d'en émettre des réserves.

Toute la population suisse est concernée, car la fameuse loi fédérale, en discussion actuellement, reprendra la plupart de ces innovations. Mais il est intéressant de voir comment certaines caisses, dans certains cantons, ont déjà tiré leur épingle du jeu. Ainsi la Caisse Vaudoise et Assura ont vite compris comment gérer, au strict minimum, le principe de l'égalité des sexes, comme nous l'apprend l'article ci-dessous, repris dans «24 Heures» du 27 janvier 1993:

«A la fin de l'année passée, la Caisse Vaudoise informait toutes ses assurées que les prestations en cas de grossesse et d'accouchement n'étaient plus couvertes par leur assurance complémentaire d'hospitalisation. Pour quand même bénéficier de ses prestations, il

leur fallait donc contracter une nouvelle assurance, appelée Nativa. Pour une future maman, cela revenait à choisir entre quatre possibilités:

- *se contenter des prestations de l'assurance de base qui, selon la loi, continue à couvrir la grossesse et les accouchements en division commune des hôpitaux publics du canton de domicile;*
- *contracter une assurance complémentaire Nativa afin de pouvoir accoucher en division commune des hôpitaux publics de n'importe quel canton (16 fr. par mois pour la classe d'âge 26-30), en plus de l'assurance complémentaire d'hospitalisation (HC: 9 fr. 50). Une prestation qui doit cependant être remboursée même avec une assurance de base en cas d'urgence;*
- *contracter une assurance complémentaire Nativa afin de pouvoir accoucher en division semi-privée de n'importe quel hôpital ou clinique en Suisse (110 fr. par mois sans franchise), en plus de la HC, qui a, en revanche, baissé de 15 fr. 90 par rapport à 1992;*
- *idem en division privée: Nativa coûte alors 130 fr. par mois et la HC a baissé de 21 fr. 10.*

Ce qui revient à dire que, pour une assurée ne voulant pas se contenter du minimum légal (première proposition), il faudra débourser entre 16 et 108.90 fr. d'augmentation mensuelle, en plus des hausses déjà vertigineuses largement évoquées dans cette chronique. Mais ce n'est pas tout: elle devra contracter cette assurance pour un minimum de cinq ans, et ne pas en faire usage avant 720 jours de cotisation.

Si elle cotisait déjà pour une HC normale avant le 31 décembre 1992, et qu'elle a contracté une assurance Nativa avant le 31 janvier 1993, ses jours de cotisation pourront cependant être déduits du délai de carence.

Comment expliquer cela? Robert Fuchs, directeur de la Caisse Vaudoise: «Par un calcul fort simple. 49% des frais d'une HC sont dus aux grossesses et accouchements. Avec ce nouveau système, nous faisons simplement payer les frais à l'assurée, soit à peu

● Suite à la page 28

Verbandsnachrichten

Nouvelles de l'Association

Résumé der Präsidentinnenkonferenz vom 1.3.93 in Bern



Neues aus dem Zentralvorstand:

- Ab 1.1.93 ist das Zentralsekretariat in neue Räume umgezogen. Die Adresse bleibt gleich: Flurstrasse 26, 3000 Bern 22. Im Sitzungszimmer hat es Platz für etwa 20 Personen, und es kann Arbeitsgruppen und Kommissionen zur Verfügung gestellt werden.
- Unsere Sekretärin, Frau Fels, wird Ende 1993 in den verdienten Ruhestand treten, und es muss eine neue Sekretärin gehen.

● Suite de la page 27

près les 8000 fr. supplémentaires que coûte un accouchement en section privée. C'était ça, ou considérablement augmenter toutes les HC. Nous avons préféré cette solution.»

A notre connaissance, seule Assura, depuis un an déjà mais à moindre frais, a fait le même choix sur le canton de Vaud. D'autres semblent cependant tentées...»

Encore plus inquiétant: certaines caisses-maladie étudient très sérieusement la possibilité de ne plus rembourser les contrôles gynécologiques de routine. En effet, rien dans la loi ne les y oblige, même si l'on sait que c'est à cette occasion qu'on peut découvrir des cancers du sein ou de l'utérus, ou encore d'autres pathologies. Ce n'est certes encore qu'un projet à l'étude (très discrètement mené), mais qui montre bien à quel point il faudra être attentives à l'avenir, si l'on veut ne pas perdre un certain nombre d'acquis chèrement obtenus.

Marie-Claire Thalmeyr
Denise Vallat

sucht und eingearbeitet werden. Herr Kunz von der SAFFA wird die finanzielle Seite betreuen.

Neues aus den Sektionen:

Isabelle Sauvin, Sektion Genf

1. Es ist eine Arbeitsgruppe zur Gesetzesrevision des kantonalen Gesundheitsgesetzes entstanden.
2. Im Jubiläumsjahr des SHV 1994 möchten sich die Genfer Hebammen in der Ausstellung «Hygiene und Gesundheit» Gehör verschaffen.
3. Gründung der Arbeitsgruppe Frühgeburt. Ziel der Gruppe, die aus Hebammen, Kantonsarzt und Vertretern von Kliniken besteht: Aktive Prävention der Frühgeburt.
4. 1992 wurde die Geburt bei emigrierten Frauen, die ohne Versicherung und Krankenkasse sind und von freischaffenden Hebammen entbunden wurden, aus dem Fonds des kantonalen Amts für gesundheitliche Unterstützung bezahlt.

Agnes Berdnik, Sektion Ostschweiz

- In St. Gallen wird gegen Ende dieses Jahres eine Hebammenpraxis / ein Geburshaus eröffnet. Die Verhandlungen für den Krankenkassenvertrag sind angegangen.

M. Müller, ZV, bittet: Was auch immer mit der Krankenkasse verhandelt wird, als Grundlage sollte immer der Tätigkeitskatalog der Projektgruppe der Schweizerischen Krankenkassen-Verhandlungen, dienen.

Anna Maria Rohner, ZV

- meldet, dass auch dieses Jahr der Kongress «Gebären in Sicherheit und Geborgenheit» stattfindet.
Datum: 21. bis 24. Oktober 1993 in Rengensdorf.

Brunhilde Ahle, Sektion Zentralschweiz

- Neu im Kanton Zug: Das Wartgeld wurde auf Fr. 300.– erhöht. Bei einzelnen Gemeinden werden aber nur Fr. 290.– bezahlt.

Madleina Wehrli, Sektion Zürich und Umgebung

- Die Umfrage, bei der 172 Gemeinden wegen eines Wartgeldes angeschrieben wurden, ergab folgendes Ergebnis:
172 Anfragen wurden verschickt.
85 Gemeinden haben dem geforderten Wartgeld zugestimmt.
24 Gemeinden haben zugestimmt, wollen aber weniger bezahlen.
21 Gemeinden wollen kein Wartgeld bezahlen.
42 Gemeinden haben nicht geantwortet und werden nochmals angeschrieben.

Annemarie Schibli, Sektion Schwyz

- meldet, dass im September die erste Weiterbildung ihrer Sektion stattfindet. Sie wünscht eine gute Zusammenarbeit und eine Terminbereinigung mit der WBK.

A propos Kurse: Spitalhebammen können sich beim zuständigen Schul- oder Verwalterbüro melden, da wird geprüft, ob und wieviel «Zustupf» für die Weiterbildung freigegeben wird.

Für freischaffende Hebammen besteht die Möglichkeit, sich an die kantonalen Gesundheitsdirektionen zu wenden, die meistens einen Fonds für Weiterbildung unterhalten.

Ines Lehner, Sektion Oberwallis

Alle anwesenden Kolleginnen wünschen der neu gewählten Präsidentin der Sektion Oberwallis viel Glück und gutes Gelingen in ihrem neuen Amt.

Sandra Casé, Sektion Tessin

- Mit Hilfe eines Juristen besitzt nun, nach zähen Verhandlungen, auch der Kanton Tessin einen Krankenkassenvertrag.

Lucia Mikeler, Sektion beide Basel

- Über die Probleme des Beleghebammensystems in der Sektion gibt es zur Zeit noch nichts Neues zu berichten.

Agathe Arbenz, Sektion Solothurn

- In Breitenbach SO ist ein Vertrag mit zwei Hebammen, die im Beleghebammensystem arbeiten, abgeschlossen worden.

Charlotte Gardiol, Sektion Vaud – Neuchâtel – Jura

- In der Waadt hatten die Kolleginnen 1990 113 amb. Geburten
1991 158 amb. Geburten
1992 werden es über 200 sein.

Durchschnittlich kostete
eine Hausgeburt Fr. 1484.–
eine amb. Geburt Fr. 514.–
34% der Frauen sind nicht versichert.

OXYPLASTIN®

- fördert die Regeneration des Gewebes
- schützt die zarte Babyhaut vor der Nässe der Windeln
- verhindert Rötungen, die zum Wundsein führen
- trocknet und bröckelt nicht, dringt nicht durch Windeln oder Verbände

1 g Salbe enthält: Zinkoxyd 460 mg, weisses Wachs 1 mg, Geraniumöl 1,2 mg, Thymianöl 1,2 mg, Verbenenöl 1,2 mg, Wollfett, Rizinusöl, Wasser.



Für stillende Mütter

Muttermilch ist die beste Nahrung für das Baby. Wenn beim Stillen Probleme auftreten, bieten wir ein komplettes Programm an Stillhilfen.

Elektrische Brustpumpen zum Mieten,
Medela Mini Electric,
Medela Hand-Brustpumpe, umfangreiches Sortiment an Medela Stillhilfen.



**Medela
Hand-Brustpumpe**

Die ideale Hilfe für den kurzfristigen Einsatz.



Originalkupferstich «Die Hebamme»



von
Renate Riedel-Anacker

Die Auflage ist
auf 120 Stück limitiert

Bildgröße:

170 x 215 mm

Blattgröße:

300 x 400 mm

Preis

ohne Rahmen: sFr. 120.–

mit Rahmen

(über Eck vergoldet):

sFr. 250.–

Ich bestelle _____ Kupferstich(e)

ohne Rahmen à sFr. 120.–*

mit Rahmen, über Eck vergoldet, à sFr. 250.–*

* Plus Porto und Verpackung

Name: _____

Vorname: _____

Adresse: _____

PLZ/Ort: _____

Unterschrift: _____

Talon bitte einsenden an:

P.Zähner-Spaar, Hebamme, Im Buch 2309, 9100 Herisau oder
bestellen Sie vormittags per Telefon: 071 52 49 08.

- Im Kanton Neuenburg werden die Kosten der Dammheiltherapie, die Hebammen ihren Wöchnerinnen anbieten, von der Krankenkasse übernommen!

Ruth Brauen, Präsidentin SHV ad interim

- In Vancouver wird eine Arbeitsgruppe einen Ethik-Kodex für die Hebammen in der ganzen Welt erarbeiten.
- Es wird eine weltweite Gleichstellung des Hebammenberufs angestrebt.

Marie-Claude Monnet, Schulleiterin

- Die kantonale Gesundheitsdirektion hat die Stellen zweier provisorischer Lehrlingen an der Hebammenschule Bern, die noch in der Ausbildung stehen, gestrichen. Das würde heissen, dass dieses Jahr keine Hebammenschülerinnen aufgenommen werden könnten.

Ab 1994 würde ein einjähriger Aufnahmeyklus eingeführt.

Marie-Hélène Bornet, Sektion Bas-Valais

- Die Sektion besteht zur Zeit aus 25 Mitgliedern – Tendenz steigend, darunter sind mehr Spitalhebammen vertreten.
- 1992 wurde der Krankenkassenvertrag abgeschlossen.

Christine Bise, Sektion Fribourg

- Ab 1.1.93 bezahlt die Krankenkasse den Teuerungsausgleich.
- Leider werden nur noch die Kosten für 30 km täglich (vorher 40 km) übernommen, die «überschüssigen» Kilometer muss die Patientin bezahlen.
- Zur Zeit wird ein Gesetzesentwurf zur Revision des gesamten Gesundheitsgesetzes ausgearbeitet. Die Fribourger Hebammen passen auf, dass sie auch im neuen Gesetz als Medizinal-Personen aufgeführt werden.

Die nächste Präsidentinnenkonferenz ist am Freitag, den 10. September 1993.

Sylvia Forster □

Informationen aus dem ZV

Ressort freiberufliche Hebammen:

Die KUVG-Revision wird erst in der Herbstsession behandelt. Mit Hilfe von Herrn Rechtsanwalt Zwahlen beantragt der SHV noch Änderungen, vor allem bezüglich der SS-Kontrollen durch Hebammen, die in der jetzigen Formulierung nicht gesichert sind.

Ressort PR:

Zum 5. Mai sind Hebammen-Schoggitaler bestellt (Sujet alte Brosche), die an den Standaktionen verkauft werden können. Für Informationen und Bestellungen wenden Sie sich direkt an Frau Fels im Zentralsekretariat.

M. Müller □

Résumé de la conférence des présidentes du 1er mars 1993

Nouvelles du CC:

Depuis le 1.1.93 le secrétariat central est installé dans un décor tout neuf. L'adresse reste la même: Flurstrasse 26, 3000 Bern 22. La salle de séance comprend environ 20 personnes et peut être mise à disposition pour des groupes de travail ou les commissions.

Notre secrétaire, Madame Fels, prendra sa retraite, bien méritée, à la fin de l'année 1993; une nouvelle secrétaire doit être trouvée et doublée. Monsieur Kunz de la SAFFA se chargera du secteur des finances.

Nouvelles des sections:

Isabelle Sauvin, Section Genève

1. Un groupe de travail concernant la révision de la loi sur la santé du canton de Genève s'est constitué.
2. A l'occasion du centenaire de notre ASSF en 1994, les sages-femmes genevoises souhaitent se faire entendre sur «l'hygiène et la santé».
3. Formation d'un groupe de travail sur la prématureté. But du groupe, qui se compose de sages-femmes, de médecins et

de représentants des cliniques: mettre sur pied une prévention active de la prématureté.

4. En 1992, l'accouchement des femmes émigrées, qui n'avaient pas d'assurance maladie et qui se sont fait accoucher par les sages-femmes indépendantes, a été payé par le fonds cantonal pour la protection de la santé.

Agnes Berdnik, Section Suisse orientale

Vers la fin de cette année une maison de naissance verra le jour à St-Galles. Les démarches pour une convention avec les caisses ont commencé.

Monika Müller, ZV

Ajoute que ce qui sera négocié avec les caisses, et qui aura comme référence le catalogue des prestations constitué par le groupe «projet», devrait servir de base à toutes négociations entreprises avec les caisses-maladies de Suisse.

Anna Maria Rohner, ZV

Annonce qu'aura lieu cette année également un congrès sur l'accouchement et la sécurité (physique et affective). Dates: du 21 au 24 octobre 1993 à Regensburg.

Brundhilde Ahle, Section Suisse centrale

Du nouveau dans le canton de Zug: la contribution financière officielle s'est élevée à Fr. 300.– Par contre, les différentes communes ne débourseront que Fr. 290.–.

Madleina Wehrli, Section Zürich et environs

L'enquête concernant la contribution financière officielle a été adressée à 172 communes et donna les résultats suivants:

- 172 questionnaires envoyés
- 85 communes ont consenti à la contribution demandée
- 24 communes ont approuvé, mais désirent abaisser le montant
- 21 communes ne veulent rien débourser
- 42 communes n'ont pas répondu et vont être à nouveau sollicitées

Annemarie Schibli, Section Schwyz

Annonce que le premier cours de formation continue de leur section aura lieu en septembre. Elle souhaite une bonne collaboration et envisage de prendre contact avec la CFP.

A propos de ce cours: les sages-femmes hospitalières peuvent s'adresser au bureau de l'école compétente ou de l'administration où sera examiné la possibilité et la part du financement pour la formation continue.

Schweizerischer Hebammenverband, Flurstrasse 26, 3000 Bern 22

Infolge Pensionierung unserer langjährigen Mitarbeiterin, ist die Stelle der

Geschäftsführenden Sekretärin

(Teilzeitarbeit oder Job shearing möglich)

neu zu besetzen.

Wir sind ein dynamischer Berufsverband mit gut 2000 Mitgliedern und wünschen uns eine initiative Arbeitsweise und Interesse am umfangreichen Hebammenberuf.

Aufgaben:

- Allg. Korrespondenz und Sekretariatsarbeiten
- Kontakt mit den Sektionen und Mitgliedern
- Teilnahme an Sitzungen
- Protokollführungen
- Telephondienst
- Post- und Bankverkehr
- Buchhaltung

Voraussetzungen:

- abgeschlossene kaufmännische Ausbildung
- Muttersprache deutsch oder französisch
- gute Französisch- resp. Deutschkenntnisse (mündl. und schriftl.) italienisch wünschenswert
- EDV-Erfahrung
- Kommunikations- und Organisationsfähigkeiten
- Belastbarkeit

Nach gründlicher Einführung und in häufigem Kontakt mit dem Vorstand des Verbandes, erwartet Sie eine vielseitige, selbständige und anspruchsvolle Arbeit.

Arbeitsort:

Bern

Eintritt:

Sommer 1993 oder nach Vereinbarung

Ihre Bewerbung mit Saläransprüchen senden Sie bitte an die Präsidentin des Schweizerischen Hebammenverbandes:

Frau Ruth Brauen, Avenue de Chailly, 1012 Lausanne

Pour les SFI, il y a moyen de s'adresser à la direction cantonale de la santé; un fonds est prévu pour la formation continue.

Ines Lehner, Section du Haut-Valais

Toutes les collègues présentes souhaitent, à la nouvelle présidente de la section du Haut-Valais, beaucoup de chance et de succès dans sa nouvelle fonction.

Sandra Casé, Section du Tessin

Avec l'aide d'une juriste, la section tessinoise possède actuellement, après de nombreuses négociations, une convention avec les caisses-maladie.

Lucia Mikeler, Section des deux Bâles

A propos des problèmes touchant le système des sages-femmes extra-hospitalières dans la section, il n'y pour l'instant rien de nouveau à mentionner.

Agathe Arbenz, Section Soleure

A Breitenbach (SO), un contrat a été conclu avec 2 sages-femmes qui travaillent avec le système des sages-femmes extra-hospitalières.

Charlotte Gardiol, Section Vaud-Neuchâtel-Jura

Dans le canton de Vaud les collègues ont fait:

113 acc. ambulatoires	en 1990
158 acc. ambulatoires	en 1991
et plus de 200	en 1992

En moyenne, un accouchement à domicile coûte Fr. 1484.–

En moyenne, un accouchement ambulatoire Fr. 514.–

34% des femmes n'avaient pas d'assurance.

Dans le canton de Neuchâtel, les coûts de la thérapie périnéale sont pris en charge par les caisses-maladie, lorsqu'elle est proposée par les sages-femmes à leur accouchée!

Ruth Brauen, Présidente ad interim de l'ASSF

A Vancouver un groupe de travail va élaborer un code déontologique pour les sages-femmes du monde entier.

On va tendre à un rapprochement mondial du profil professionnel de la sage-femme.

Marie-Claude Monnet, responsable de formation sage-femme

La direction cantonale de la santé a rayé les postes des deux enseignantes provisoires à l'école de sages-femmes de Berne, qui sont

encore en formation. Ceci signifierait que cette année, aucune enseignante sage-femme ne pourrait être engagée. Dès 1994 sera introduit un cycle d'orientation d'un an.

Marie-Hélène Bornet, Section Bas Valais
La section comprend, pour l'instant, 25 membres – le nombre devrait augmenter – et compte davantage de sages-femmes hospitalières. En 1992 fut conclue la convention avec les caisses-maladie.

Christine Bise, Section Fribourg

Depuis le 1.1.1993, les caisses-maladie reconnaissent le renchérissement. Malheureusement, le remboursement des déplacements a diminué de 40 à 30 km (aller-simple): le surplus devrait être payé par la patiente.

A l'heure actuelle, un projet de loi sur la révision de toute la loi sur la santé est à l'étude. Les sages-femmes fribourgeoises prennent garde que soit spécifié, également dans la nouvelle loi, leur statut de professionnelles médicales.

La prochaine conférence des présidents aura lieu le vendredi 10 septembre 1993.

Trad.: D.V. □

Informations du CC

Ressort des sages-femmes indépendantes

La révision sur les assurances maladies et accidents ne sera traitée qu'à la session d'automne. Avec l'aide de monsieur Zwahlen, avocat, l'ASSF requiert encore des modifications, surtout en ce qui concerne les contrôles de grossesse effectués par les sages-femmes, qui ne sont pas assurés dans la forme actuelle.

Ressort RP

A l'occasion du 5 mai des écus en chocolat représentant la sage-femme (modèle de l'ancienne broche) sont commandés et pourront être vendus à notre stand. Pour plus d'informations et pour les commandes, veuillez vous adresser directement à Mme Fels, au secrétariat central.

M. Müller
Trad.: D.V. □

Réflexion sur l'entrée éventuelle de l'homme dans notre formation

Prise de position de la section Vaud-Neuchâtel-Jura aux questions du comité central:

«Est-ce que les hommes doivent avoir accès à la formation de sage-femme?»

«Y a-t-il des recommandations à faire aux directrices d'écoles de sages-femmes?»

Le 27.1.93 la section a traité ce thème en assemblée générale. Deux membres, Jeanne Dessieux et Naohé Curtet, nous ont fait part de leurs réflexions, chacune à partir d'une étude faite antérieurement sur le sujet. Puis il y a eu un échange très fructueux dont voici des éléments significatifs:

– Etant donné que la loi stipule l'égalité entre l'homme et la femme et que la discrimination sexuelle en matière d'emploi doit être abrogée, nous ne pouvons pas interdire l'accès des hommes à la profession. Mais nous ne voulons pas non plus faire de la publicité.

– Comme la sensibilité et la personnalité sont prépondérantes dans notre profession, nous suggérons qu'il y ait une unification des critères d'admission dans les écoles suisses quant aux motivations et au profil type pour devenir sage-femme, ceci tant pour les femmes que pour les hommes.

– Nous souhaitons aussi que les écoles développent la part professionnelle qui touche à la sensibilité féminine et qui est complémentaire au rationnel et au technique.

– Nous insistons finalement pour que le rôle de la sage-femme soit vu et exercé sur tout le cycle de la maternité.

Nous espérons vivement que ces idées vont servir à mieux nous situer.

7 février 1993

Pour la rédaction de cette prise de position

Yvonne Meyer □

Sektionsnachrichten Nouvelles des sections

AARGAU



064 / 64 16 31

Neumitglieder:
Gabathuler Barbara, Brugg, Schülerin an
der Hebammenschule Luzern

Hofmann Magdalena, Oberentfelden, Di-
plom 1993, Zürich

Zum **internationalen Hebammentag am
5. Mai 1993** planen wir Standaktionen in
Aarau und Baden.

Aarau / Kasinoplatz
Kuchenbäckerinnen und weitere Helferin-
nen werden gesucht! Bitte meldet Euch bei:



Susanne Merki, Telefon 064 24 50 42

Baden

Bei unserer ganztägigen Standaktion wird
Kaffee und Kuchen gereicht, dazu T-Shirts,
Kleber und Schoggitaler verkauft.

Wer noch mithelfen kann melde sich bei:
Maria Meier, Telefon 057 23 04 18

Die freipraktizierenden Hebammen treffen
sich:

am Donnerstag, 13. Mai und
am Donnerstag, 19. August
jeweils um 14 Uhr 15 im Restaurant Goldige
Oepfel in Aarau.

Zur Erinnerung: Protokolle werden nur noch
an die teilnehmenden sowie an die ent-
schuldigten Kolleginnen versandt.

Traktanden der Delegiertenversammlung 1993

1. Eröffnung der Delegiertenversammlung (10.00 Uhr)
2. Kontrolle der Delegiertenmandate
3. Wahl der Stimmenzählerinnen
4. Genehmigung des Protokolls der Delegiertenversammlung 1992
5. Genehmigung der Jahresberichte 1992
6. Genehmigung
 - a) der Jahresrechnung 1992
 - b) des Budgets 1993
7. Genehmigung des neuen Reglements für die Unterstützungskommission
8. Anträge
9. Wahlen:
 - a) Wahl der Zentralpräsidentin
 - b) Wahl von Mitgliedern für die Zeitungskommission
 - c) Wahl von Mitgliedern für die Weiterbildungskommission
10. Berichte:
 - a) aus den Ressorts
 - b) Arbeitsgruppe «Krankenkassenvertrag»
 - c) Schülerinnen berichten
 - d) Sektion Schwyz
11. SHV-Kongress:
 - a) Bekanntgabe der organisierenden Sektion 1994
 - b) Vorschläge für 1995
12. Diverses (Schluss ca. 17.00 Uhr)



Ordre du jour de l'assemblée des déléguées 1993

1. Ouverture de l'assemblée des déléguées (10.00 heures)
2. Contrôle du mandat des déléguées
3. Nomination des scrutatrices
4. Acceptation du procès-verbal de l'assemblée des déléguées 1992
5. Acceptation des rapports annuels 1992
6. Acceptation
 - a) des comptes 1992
 - b) du budget 1993
7. Acceptation du nouveau règlement pour la commission d'entraide
8. Motions
9. Elections:
 - a) élection de la présidente centrale
 - b) élection des membres pour la commission du journal
 - c) élection des membres pour la commission de formation permanente
10. Rapports:
 - a) des départements
 - b) du groupe de travail «contrat avec les caisses-maladie»
 - c) des élèves sages-femmes
 - d) de la section Schwyz
11. Congrès de l'ASSF:
 - a) désignation de la section organisatrice 1994
 - b) propositions pour 1995
12. Divers (fin de l'assemblée vers 17.00 heures)



BEIDE BASEL

061 / 35 44 43

Statistik 1992 der 23 freiberuflichen Heb-
ammen:

51 Hausgeburten
30 Geburten durch Beleghebammen im
KS Liestal
76 Geburten in 3 Entbindungsheimen
131 Geburten in der Geburtsstätte Mut-
tenz
119 Wöchnerinnen wurden mit ihren
Neugeborenen nach einer ambulan-
ten Spitalgeburt zu Hause betreut.



BERN

031 / 41 41 26

Neumitglieder:
Blaser Verena, Bern, Diplom 1985, Bern
Zimmermann Kathrin, Herbligen, Diplom
1988, Bern



Nachruf

In der Nacht auf den 26. Dez. 92, ist unse-
re Kollegin Frau Hofer-Bernhard Hedwig für
immer eingeschlafen. Sie starb nach einer
grossen Herzoperation, zu welcher sie sich
zuversichtlich, in Gottes Händen wissend,
hingab. Hedy war schon längere Zeit
schwer Herzleidend, allerdings klagte sie
nie.

Hedy Hofer wuchs in Schwarzenburg auf.
Nach dem Schulaustritt arbeitete sie als
Haushaltshilfe in einem Pfarrhaus im
Welschland. In der gläubigen Pfarrfamilie
wurde, wie sie sagte, ihr Leben, im Glauben

an unseren Erlöser, Jesus Christus geprägt. Später erlernte Hedy den Hebammenberuf. Nach ihrer Verheiratung wurden Hedy und ihrem Gatten drei Töchter geschenkt. Nach dem Tod ihres Mannes erfreute sie sich besonders an ihren Grosskindern.

Hedy war eine frohe, besonnene gastfreundliche und liebe Kollegin. Sie freute sich wenn ich einen kleinen Besuch bei ihr machen konnte – da sie doch viel allein in ihrem heimeligen 2-Zimmerlogis war, und durch ihr Herzleiden keine grossen «Sprünge» mehr machen konnte.

Hedy glaubte an die Auferstehung und nun darf sie sehen was sie geglaubt hat. Wie es im Joh.evang. Kap. 11.25, heisst: Ich bin die Auferstehung und das Leben. Wer an mich glaubt, der wird leben auch wenn er stirbt; und wer da lebt und glaubt an mich, der wird nimmermehr sterben.

Lydia Schenk

FRIBOURG

021 / 923 50 33



Suite à la décision de l'assemblée générale fribourgeoise, les membres de la section peuvent commander la carte de l'association vaudoise (représentant une mère et son enfant), vendue à l'occasion de la journée internationale de la sage-femme du 5 mai.

Cette commande est à faire chez:
Denise Vallat
Av. du Midi 27, 1700 Fribourg
Téléphone 037/245 246

et avec une enveloppe réponse, timbre inclus, Merci!

D.V.

GENÈVE

022 / 757 65 45



Nouveau membre:
Manderson Olivia, Genève, diplôme 1988, Genève

TICINO

093 / 87 12 27



Assemblea generale

Giovedì 22 aprile 1993 alle ore 18.30 al «Grottino Ticinese» a Bellinzona si terrà l'assemblea generale. L'ordine del giorno verrà invitato ai singoli membri. Seguirà sembra nello stesso luogo, alle ore 20.30 una cena offerta dalla sezione.

Kurswoche

Geburtsvorbereitung im Wasser

Datum: Montag–Samstag 21.–26. Juni 1993

Ort: Hotel Bellevue, 8784 Braunwald (GL)

Leitung: Annamarie Kalasek, Hebammenschwester, Geburtsvorbereiterin im Wasser, Shiatsutherapeutin
Benny Vermeire, Lehrer in Geburtsvorbereitung im Wasser, Krankenpfleger, Belgien

Informations- und Anmeldeunterlagen:

SHV Zentralsekretariat, Flurstrasse 26, 3000 Bern 22, Telefon 031 42 63 40

2-tägiger Workshop

Schwangerschaftsbegleitung und Frühgeborenenprophylaxe

Datum: Donnerstag 29. und Freitag 30. April 1993

Ort: Schloss Beuggen, Rheinfelden

Leitung: Meta Marz, Hebamme

Der Kurs richtet sich an Hebammen und Hebammenschülerinnen und soll die Sensibilität und Aufmerksamkeit für eine ganzheitliche Wahrnehmung der schwangeren Frau wecken. Gespräche, Körperübungen, Massagen und Musik werden uns dabei behilflich sein.

Informations- und Anmeldunterlagen:

SHV Zentralsekretariat, Flurstrasse 26, 3000 Bern 22, Telefon 031 42 63 40

VAUD-NEUCHÂTEL

021 / 903 24 27



Nouveaux membres:

Trussel Lucette, Moudon, diplôme 1980, Lausanne
Wyss Emmanuelle, Yverdon, diplôme 1984, Lausanne

En date du 26 février 1993, neuf nouvelles infirmières sages-femmes ont obtenu leur diplôme, à l'Ecole cantonale vaudoise de sages-femmes (Chantepierre):

CHARMET	Martine
CLAESSON	Caroline
FILISETTI	Loredana
FOSSATI	Anna
FRACHEBOUD	Nicole
NANCHEN	Yolande
PIFFARETTI	Daniela
ROUGE-BILAT	Dominique
RUFFIEUX	Marie-Eve

ZENTRAL-SCHWEIZ

042 / 36 58 52



Neumitglieder:

Arnold Sabine, Bürglen, Schülerin an der Hebammenschule Zürich

Kinästhetik – Touch Well Infant Handling

Interdisziplinärer Einführungskurs

Vom Umgang mit Säuglingen und Kleinkindern mittels Körperkontakt und Bewegungsverständnis

Leitung Dr. Lenny Maietta und Dr. Frank Hatch, USA
(Gründer des Institutes für Kinästhetik).

Verantwortung Magdalena Fuchs Genzoli, Leiterin SBK, Fachstelle für Fortbildung, Zürich

Datum **Dienstag–Donnerstag 15.–17. Juni 1993**

Ort Zürich (Stadt)

Organisation und Teilnehmerinnenzahl Dieser Kurs wird gemeinsam angeboten vom:
Verband Schweiz. Ergotherapeuten VSE, Schweiz. Hebammenverband SHV, Schweiz. Physiotherapeutenverband und Schweiz. Verband der Krankenschwestern und Krankenpfleger SBK.

Die Teilnehmerinnenzahl ist deshalb auf **6 Personen** pro Berufsverband beschränkt.

Kosten Verbandsmitglieder der obgenannten Verbände Fr. 510.–
Nichtmitglieder Fr. 660.–

Information und Anmeldung bis zum 15. April 1993
SBK Fachstelle für Fortbildung, Brauerstrasse 60, 8004 Zürich
Telefon 01 242 99 39

Jaggi Sonja, Reussbühl, Diplom 1991,
Luzern
Murri Katharina, Luzern, Diplom 1976, Bern
Rautenberg Christiane, Emmen, Diplom 1984, Paderborn (D).

ZÜRICH UND UMGEBUNG



01 / 391 40 39

Neumitglied:
Utzinger Regula, Seuzach, Diplom 1985,
St. Gallen

Zürich / 5. Mai ab 15.00 Uhr

Anlässlich des 3. internationalen Hebammentags feiern wir an der Friedastrasse 12, ein Hebammenfest, mit Trinken, Plaudern und Tanzen.

Genaue Informationen werden schriftlich verschickt, oder Sie können sich bei Telefon 01 491 91 20 erkundigen.

Wir hoffen auf eine rege Beteiligung!

Allgemeiner Tropenkurs (ATK) 1993

Das Schweizerische Tropeninstitut (STI) in Basel führt alljährlich einen Allgemeinen Tropenkurs durch. Dieser achtwöchige Kurs stellt eine Vorbereitung auf das Leben in den Tropen und Subtropen dar. Er ist für Interessentinnen und Interessenten aus verschiedenen Berufsgruppen bestimmt und vermittelt Kenntnisse über Ethnologie, Probleme der Entwicklungsländer, Tropen-Oekologie, natur- und kulturgeographische Aspekte der Tropen und Subtropen, Agrarentwicklung und Pflanzenproduktion, tropenmedizinische Parasitologie, Gifttiere, Tropenmedizin, praktische Hygiene, Kontrolle von Gesundheitsschädlingen und angepasste Technologie.

Der ATK 1993 findet vom 18. Oktober bis 10. Dezember statt.

Kurskosten:

Grundkurs Fr. 1700.–
Laborkurs Fr. 500.– (fakultativ, Ergänzung zur tropenmedizinischen Parasitologie)

Auskunft und Anmeldung:

Herrn Dr. A. Zumstein
Schweizerisches Tropeninstitut
Socinstrasse 57, Postfach, 4002 Basel
Telefon 061 284 82 14



DIE REFLEXZONENTHERAPIE AM FUSS NACH H. MARQUARDT

FORTBILDUNG FÜR HEBAMMEN 1993:

4 Tage: vom 14.–17. Juli

Schwerpunkt: Die Reflexzonentherapie am Fuss in der Geburtshilfe nach Marquardt / Froneberg

Kursgebühr: Fr. 450.–

Kursort: Lehrstätte E. Rihs in Lengnau (BE)

Anmeldungen sind schriftlich einzureichen an:

EDGAR RIHS
Leiter der Lehrstätte Schweiz
Krähenbergstrasse 6
2543 Lengnau (BE)



KSSG

Kantonsspital St.Gallen

Für die Leitung der Beratungsstellen der Klinik für Geburtshilfe und Gynäkologie suchen wir per 1. Oktober 1993 oder nach Vereinbarung eine

Hebamme

oder

Dipl. Krankenschwester KWS, AKP

(80% Teilzeit möglich)

Die Stelle beinhaltet:

- Disposition und Administration der ambulanten Sprechstunden
- Organisationsaufgaben in Zusammenarbeit mit den Ärzten der Klinik
- Ambulante Betreuung von Risikoschwangeren
- Assistenz in der Ultraschall- und den verschiedenen gynäkologischen Sprechstunde(n)
- Führung und Betreuung der MitarbeiterInnen
- Betreuung von Hebammen in Ausbildung

Sie bringen mit:

- Selbständigkeit, Gewissenhaftigkeit und Flexibilität
- Freude am Organisieren und Disponieren
- Pflegerische Fachkompetenz und Interesse für das Spezialgebiet
- Fähigkeiten zum Führen eines kleinen Teams
- Teamfähigkeit und Kontaktfreude für den Umgang mit den Patientinnen.

Wir bieten Ihnen:

- Sorgfältige Einführung in die verschiedenen Arbeitsbereiche
- Nach der Einarbeitungszeit Fort- und Weiterbildungsmöglichkeiten
- **Keine Nacht- und Wochenddienste**

Wenn Sie mehr über diese interessante Stelle wissen möchten, wenden Sie sich bitte an die Hausoberschwester, Frau E. Cendic (Telefon 071 26 20 01)

Schriftliche Bewerbungen richten Sie bitte an die Personalabteilung des Kantonsspitals
9007 St. Gallen

Chumm u Eueg!

interlaken jungfrau

Regionalspital Interlaken
Geburtsabteilung

Wir suchen eine
dipl. Hebamme

Unser Aufgabenbereich ist umfassend.
Wir betreuen die Frauen vor und während der Geburt sowie im Wochenbett.
Pro Jahr haben wir etwa 500 Geburten.

Stellenantritt
nach Vereinbarung.

Weitere Auskünfte
erteilt Ihnen gerne Sr. Marianne, Leitende Hebamme, Tel. 036/ 262626.
Wir freuen uns auf Ihre Bewerbung mit den üblichen Unterlagen.



Regionalspital Interlaken
Verwaltungsdirektion
3800 Interlaken



SPITAL UND
PFLEGEZENTRUM BAAR

Wir suchen für unsere geburtshilfliche Abteilung eine

diplomierte Hebamme

Die zu besetzende Stelle steht sowohl einer Vollzeit- wie auch einer Teilzeitmitarbeiterin offen. Wir bieten Ihnen zeitgemäße Anstellungsbedingungen und eine gute Arbeitsatmosphäre in einer kleinen Gruppe. Auf Wunsch stellen wir Ihnen eine Wohnmöglichkeit im Personalhaus zur Verfügung.

Für Auskünfte steht Ihnen unsere Leiterin des Pflegedienstes, Sr. Marianne Müller, gerne zur Verfügung.

SPITAL UND PFLEGEZENTRUM BAAR, Personalabteilung,
6340 Baar, Telefon 042 33 12 21

Aptamil Hypoantigen

Die Anfangsnahrung zur antigenreduzierten Ernährung allergiegefährdeter Säuglinge



Zur antigenreduzierten Ernährung allergiegefährdeter Säuglinge

- hypoantigen
 - immunologisch getestet
- Bilanzierte Diät zur ausschließlichen Ernährung von Säuglingen vom ersten Fläschchen an**
- Molkenprotein-Casein-Verhältnis, der Frauenmilch angenähert
 - einziges Kohlenhydrat Lactose
 - entspricht in der Nährstoffzusammensetzung einer adaptierten Säuglingsnahrung

Indikation:

- Für Säuglinge, für die aus ärztlicher Sicht eine hypoantigene Ernährung sinnvoll ist (z. B. ermittelt durch eine Familienanamnese und/oder Nabelschnur-IgE-Bestimmung)

Gegenanzeigen:

- Kuhmilcheiweißallergie
- Lactose-Intoleranz
- Galactosämie
- Glucose-Galactose-Malabsorption

Fortschritt durch Forschung und Wissenschaft

milupa

Elke Wesche ist Kinderkrankenschwester und Mutter:

„Keine hält trockener als Pampers Phases.“



Ich bin Kinderkrankenschwester und habe viel mit Windeln zu tun. Dabei habe ich festgestellt, dass Pampers trockener halten.



Bei einer Freundin schlief Ann-Kathrin einmal mit einer anderen Windel ein. Als sie aufwachte, war sie nass, das Sofa auch.



Herkömmliche Windeln können Nässe an Babys Haut zurücklassen. Dagegen halten Pampers Phases schön trocken.



Also ich nehme nur noch Pampers. Damit bleibt meine Ann-Kathrin schön trocken und fühlt sich wohl.



Pampers Phases. Phase für Phase – sogar wenn sie nass sind, sind sie schön trocken.